



Mardi 9 Mars 2010

Luc Chatel renforce dans l'ombre un système scolaire à deux vitesses

En séance plénière du Conseil Supérieur de l'Éducation du jeudi 11 mars, le Ministère de l'Éducation Nationale a présenté des décrets réformant les épreuves du Baccalauréat dans les filières professionnelles : faire passer l'intégralité des épreuves sauf trois en contrôle en cours de formation sans épreuve terminale. Pour la CGT éduc'action, le SNUEP et l'UNL, Luc Chatel aggrave les difficultés d'une voie déjà sous dotée.

Un Baccalauréat sans épreuve nationale, est-ce encore un Baccalauréat ?

Alors qu'il aurait été nécessaire de débattre du rythme des évaluations et du contenu des programmes pour mettre fin à l'effet couperet et au bachotage des examens en fin de parcours, **le Ministère de l'Éducation Nationale a pris le mauvais chemin.**

En effet, si nous pouvons être favorables à une réforme des épreuves du Baccalauréat Professionnel, **nous ne pouvons accepter une évaluation finale qui repose sur chaque établissement et fait abstraction du droit à l'anonymat et à la partialité des corrigés.**

Deux lycéens dans la même filière mais dans des établissements différents ne bénéficieront pas de la même reconnaissance de diplôme. La possibilité pour les lycées de mettre en place une **stratégie de « prestige » d'établissement** plutôt que de se concentrer sur la qualité réelle de la formation et sur la réussite des élèves peut entraîner une course à la sur-notation pour attirer des effectifs.

Luc Chatel persiste dans une stratégie de hiérarchisation du système éducatif. En effet, **c'est une éducation à la carte qui se dessine** avec : la suppression de la carte scolaire combinée à la déconnexion entre les réformes de la filière professionnelle et des filières technologiques et générales.

Une fois de plus, le Gouvernement cherche à étouffer un incendie qu'il a lui-même allumé.

Nous considérons ce type de proposition comme un aveu de l'échec du Bac pro en trois ans. Le Gouvernement cherche une solution à la surcharge des programmes de lycée professionnel : en réformant dans une logique comptable sans prise en compte de la qualité de la formation dispensée, **il crée une situation catastrophique pour les élèves et impossible pour les enseignants.**

La filière professionnelle est un pilier de la démocratisation de l'école et de la diversification des parcours de formation. **La détérioration de la qualité du diplôme est d'autant plus grave dans une période de chômage élevé chez les jeunes** où une reconnaissance nationale des qualifications est indispensable pour chercher un emploi.

En conséquence, les organisations signataires demandent au gouvernement de revoir sa copie, et appellent les lycéens et les enseignants à descendre dans la rue le 12 mars.

Patrick Désiré et Christophe Godard
Co-secrétaires généraux de la CGT éduc'action

Jérôme Dammerey
Secrétaire Général du SNUEP
Responsable du secteur éducation

Antoine Evennou
Président de l'UNL

Contact presse : CGT éduc'action : 01 48 18 81 47
SNUEP : Jérôme Dammerey : 06 29 41 20 10
UNL : Antoine Evennou : 06 08 91 72 54